

Je propose:

Qu'on modifie la motion en supprimant tous les mots après «Que» et en les remplaçant par ce qui suit:

«La Chambre déplore que le gouvernement n'ait présenté abso- lument aucune proposition budgétaire apte à stimuler efficacement l'économie canadienne afin de réduire, sans délai et de manière sensible, le taux élevé du chômage cet hiver et d'adou- cir le sort les pensionnés et des autres Canadiens dont le revenu est inférieur au seuil de la pauvreté établi par le Conseil écono- mique du Canada.»

• (4.10 p.m.)

M. l'Orateur suppléant (M. Laniel): Les députés ont entendu la motion présentée par l'honorable député d'Ed- monton-Ouest (M. Lambert). La parole est au député de Waterloo.

M. Max Saltsman (Waterloo): Monsieur l'Orateur, l'ex- posé budgétaire sert à confirmer ce que la plupart des observateurs reconnaissent depuis longtemps: le fait que le Canada n'a pas réussi à atteindre ses objectifs écono- miques et que le gouvernement Trudeau a lamentable- ment négligé de régler certaines graves difficultés aux- quelles nous faisons face.

Lorsque le Conseil économique du Canada a établi les objectifs du pays—stabilité des prix, plein emploi, croissance soutenue, et une balance viable des paiements —tous admettaient que ces objectifs pourraient être atteints, si ces problèmes économiques étaient abordés de façon intelligente. Qu'est-il survenu?

Parlons du plein emploi. Le chômage est un scandale au Canada. Il est impossible de décrire le tort causé par le gouvernement actuel. Nous avons le taux de chômage le plus élevé de tous les pays industrialisés. C'est un record et le gouvernement a réussi à l'atteindre.

L'hon. M. Stanfield: Et il ne fait que commencer.

M. Saltsman: Espérons qu'on l'arrêtera rapidement.

Quant au taux de croissance, là encore, il est plus lent que dans tout autre pays industrialisé. Le gouvernement essaie de fabriquer des chiffres pour prouver que notre croissance atteint 7 à 8 p. 100, mais il se garde bien de dire combien de ce pourcentage est attribuable à l'infla- tion. Autre chose qu'il ne dit pas, c'est que la proportion de croissance qu'indiquent ces chiffres s'explique par l'accroissement démographique. Si nous voulons compa- rer notre croissance à celle d'autres pays, il faut établir cette comparaison par tête d'habitant. Il est renversant de voir comment un gouvernement a si bien réussi à détra- quer l'économie.

Certains députés d'en face diront peut-être que je me suis borné à examiner deux des objectifs et que le gou- vernement a été plus heureux dans d'autres domaines. Eh bien, voyons ce qu'il en est de la stabilité des prix! Le gouvernement affirme que nos prix ont monté moins rapidement que dans l'ensemble des autres pays du monde, la Finlande mise à part. Il est vrai qu'une amélio- ration marginale a été enregistrée en ce qui concerne les prix, mais il convient de s'interroger sur ce qu'il nous en a coûté pour atteindre ce résultat. Que nous coûte au juste cette amélioration marginale? C'est vrai, le gouver- nement a réussi, marginalement parlant, à freiner la hausse des prix, mais il ne sera plus en mesure de la faire à l'avenir, car le vase déborde à présent. Il est

[L'hon. M. Lambert.]

devenu évident que la Commission des prix et des reve- nus a fait fiasco sur toute la ligne. Elle n'a pas été efficace. La hausse des prix n'a été freinée que dans certains secteurs sur lesquels il était possible d'exercer une pression. Les banques, par exemple, n'ont pas freiné la hausse de leurs prix—l'accroissement de leurs profits a atteint presque 75 p. 100 au cours des trois dernières années. Dans le domaine de la stabilisation des prix, le gouvernement a essuyé un échec, monsieur l'Orateur, et il n'a guère lieu d'en être fier. L'amélioration marginale qui a été réalisée a été payée d'un prix énorme dans d'autres secteurs.

Notre balance des paiements n'est pas viable. Lorsqu'un gouvernement se préoccupe d'essayer de diminuer la valeur du dollar, lorsqu'il est embarrassé par les 4 mil- liards de dollars et plus qu'il a en réserve, la balance des paiements ne saurait être viable. L'une des difficultés de notre balance des paiements est la lenteur de notre crois- sance économique. Le chômage freine l'activité économi- que et comme nos succursales sont tributaires des États- Unis, les importations marquent le pas. Notre politique d'austérité qui, heureusement, connaît maintenant une détente, et les taux d'intérêt élevés ont amené au Canada des capitaux qui étaient surtout des capitaux de spéculation inutiles. La prétendue amélioration de notre balance commerciale a laissé à désirer. Nous ne pouvons la main- tenir et elle est pour nous une cause d'embarras à l'heure actuelle.

Le chômage nous a coûté très cher, monsieur l'Orateur. Plutôt que d'essayer de vous faire voir mes propres opi- nions ou mes propres chiffres à cet égard, permettez-moi de citer les paroles mêmes d'un haut fonctionnaire fédé- ral que rapporte le *Globe and Mail*, livraison du 17 juin 1970. Voici ce qu'on y lit:

Le chômage pourra coûter cette année au Canada 5 milliards de dollars soit comme perte de production, paiement d'allocations de bien-être social et recyclage des chômeurs, nous dit un haut fonctionnaire fédéral.

Cette somme ne comprend même pas la valeur en dollars du coût humain que représentent la perte d'emploi et l'écroulement de la vie familiale. Elle ne tient pas compte non plus du secours direct versé par les provinces et les municipalités.

L'article mentionne ensuite le chômage latent qui ne figure pas dans la statistique et qui est le propre de personnes qui auraient compté dans l'effectif ouvrier et les travailleurs à temps partiel qui auraient été heureux de travailler si des emplois avaient été disponibles. Cet article termine en disant qu'il est impossible de récupérer une telle perte de production.

On aurait pu s'attendre à un tollé général au pays, devant ces résultats déplorables, mais je dois dire à regret que cela n'a pas été le cas. La folie suicidaire du gouvernement en économie est souvent masquée par les événements. Lors de la présentation du budget, tous les Canadiens ont été soulagés d'apprendre que M. Cross avait été libéré, et toute l'attention du public était con- centrée sur cette affaire. On a donc très peu porté atten- tion au budget et à la politique économique du gouvernement.

Mais, monsieur l'Orateur, l'affaire de M. Cross, du Québec et du budget ne s'est pas arrêtée là. Ce budget a été conçu pour faire face au difficile problème du chô- mage au Québec. Le premier ministre a exprimé une idée